

Discussion générale

Autor(en): **Bandelier, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **82 (1979)**

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-555466>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

présidée par André Bandelier

et résumée par François Kohler

Daniel Graf (président du PSJ de 1956 à 1963). — Je pense qu'il est plus facile de juger des problèmes après vingt, trente années, avec le recul, que sur le vif, quand ils vous sont posés à la veille d'un comité ou dix jours avant un congrès.

François Kohler a relevé trois points essentiels :

- 1) la situation économique et sociale des années quarante et cinquante était différente de celle d'aujourd'hui ;
- 2) les réactions socialistes étaient différentes à ce moment-là de celles d'aujourd'hui ;
- 3) l'idéologie n'a pas toujours eu une très grande part dans les revendications socialistes.

En revanche, il n'a pas relevé un élément important : le rôle des individus, des personnes et de leurs relations (amitiés, rivalités, haines, etc.). Dans la Question jurassienne, amitiés et inimitiés ont souvent motivé les attitudes des uns et des autres. On en fait abstraction plus tard, mais sur le moment, l'influence des personnalités et des caractères n'est pas négligeable.

F. Kohler a bien décrit l'évolution typique de la section de Delémont et le glissement du centre de gravité du PSJ du Sud vers le Nord, qui a modifié l'attitude socialiste face au problème jurassien.

Je me permets d'insister sur un autre point, pas forcément en rapport direct avec la Question jurassienne : c'est ce que j'appellerais le « malaise socialiste » qui dure depuis des décennies en Europe occidentale. Il y a cinquante ou soixante ans, les socialistes européens étaient persuadés que le socialisme résoudrait presque tous leurs problèmes et leur apporterait l'Etat idéal. On en est revenu depuis. La scission du mouvement ouvrier entre communistes et sociaux-démocrates ainsi que toute l'évolution européenne

et mondiale ont créé ce «malaise socialiste» qui — plus encore que la Question jurassienne — a contribué à la stagnation du PSJ pendant plusieurs années.

Le PSJ a été un reflet — assez exact — de tous les déchirements, des affrontements de tendances qu'a connus le Jura au cours des dernières décennies. Le mouvement socialiste s'en sortira, mais comment ? Si on peut prendre conscience des erreurs commises dans le passé, on y gagne un certain enrichissement, une certaine force, ce qui permet de mieux aborder à l'avenir les problèmes.

Encore un mot ! F. Kohler a parlé de prises de positions «ambiguës» du PSJ ; ce terme me paraît un peu fort, il conviendrait plutôt d'utiliser le qualificatif «nuancées». Souvent, dans les années 1950-1960, il s'agissait de concilier — dans la mesure du possible — des opinions très tranchées, voire irréductibles. Il a fallu transiger, ménager des susceptibilités de part et d'autre, dans le souci de préserver une certaine unité du parti. A tort ou à raison, on a cherché très longtemps à prévenir l'éclatement du PSJ. Cet effort me paraît louable, mais peut-être était-il déjà désespéré au moment où on le tentait.

Bernard Prongué. — M. Graf, vous avez présidé le PSJ jusqu'en 1963, année-charnière. Durant votre présidence, vous êtes-vous demandé si la séparation — ou l'autonomie — pouvait être favorable ou non à la classe ouvrière jurassienne ?

Daniel Graf. — Evidemment, en tant que socialiste, je me suis posé une telle question. Je ne sais plus bien qu'elle fut alors ma réponse personnelle. De toute façon, un président ne peut pas à lui seul dicter la ligne politique de son parti. Il doit tenir compte de l'opinion exprimée par la majorité des membres. A vrai dire, la question de savoir si les intérêts de la classe ouvrière seraient mieux défendus dans un canton du Jura que dans celui de Berne n'a pas toujours constitué le souci majeur des dirigeants socialistes jurassiens. C'est la vocation internationaliste du socialisme et aussi l'influence de membres éminents du parti qui ont plutôt infléchi la politique socialiste jurassienne vers l'antiséparatisme. Le sentiment prédominant était que les ouvriers ne seraient pas mieux dans un canton du Jura.

Bernard Burkhard (président du POP du canton du Jura). — J'ai connu la situation du PSJ de l'intérieur dans les années soixante. L'influence des personnes jouait en effet très fortement, car, dans la vie du parti, le débat politique et l'analyse théorique tenaient vraiment peu de place. Les problèmes se posaient au jour le jour, souvent en fonction de

situations électorales, presque toujours sous la pression d'événements extérieurs, rarement à la suite de démarches, d'analyses faites à l'intérieur du parti. Un exemple :

En 1954, lors du débat ouvert par la succession de Georges Moeckli au Conseil d'Etat, Roland Béguelin avait soutenu la candidature de Henri Huber pour faire échec à celle de René Vuilleumier, député-maire de Tramelan et vice-président de l'UPJ. Une fois entré au gouvernement bernois, Huber est devenu violemment antiséparatiste, alors qu'il ne l'était pas au départ. Il y a là le phénomène de récupération de socialistes qui accèdent au gouvernement avec un bagage théorique assez mince, des conceptions doctrinales pas très élaborées, pas très solides. Huber est devenu antiséparatiste pour des raisons de sensibilité, et non point à la suite d'une analyse politique.

Les questions de personnes ont également joué un rôle dans l'évolution de l'attitude de la section de Delémont, plutôt hostile au séparatisme avant 1959, devenue franchement autonomiste à partir de 1968. Cette évolution n'est pas le résultat d'une analyse politique qui aurait abouti à la conclusion que le séparatisme était juste du point de vue théorique et pratique, mais relève de l'opportunisme politique du PS dans une région où le séparatisme était devenu hégémonique. Transplantés à Saint-Imier, les socialistes delémontains auraient probablement été antiséparatistes.

A ce propos, je profite de rappeler que dès le début, le Parti du Travail, par la voix de Teutschmann au Grand Conseil bernois, avait apporté son soutien à la lutte autonomiste. Ce n'était pas l'opportunisme politique qui guidait le petit PdT, mais l'analyse plus poussée d'une situation politique. Ainsi, en 1952, Pierre Guéniat, dans un article paru dans *Socialisme*, la revue théorique du Parti du Travail, avait souligné que la lutte séparatiste était un juste combat, parce qu'elle opposait une minorité nationale à la bourgeoisie bernoise.

D'autre part, il s'agirait de modérer la tendance — perceptible dans l'exposé de B. Prongué qui évoque le marxisme jacobin français — à affirmer que les communistes, les marxistes n'ont jamais rien compris aux luttes nationales, alors qu'une certaine sensibilité socialiste aurait perçu ces problèmes. Chez les uns et les autres, c'est vers la fin des années soixante que les choses se précisent : le courant socialiste autogestionnaire, les communistes espagnols et italiens approfondissent leurs analyses des problèmes posés par les minorités nationales et le développement des régions.

Je reviens à l'attitude des socialistes jurassiens. A ses débuts, le mouvement séparatiste est apparu à de nombreux ouvriers socialistes comme une résurgence du cléricalisme catholique. En outre, certains de ses chefs

s'étaient opposés à l'introduction de l'AVS en 1947. Il faudra attendre près de vingt ans, l'arrivée au PS de militants issus de l'Action catholique ouvrière et étudiante, pour que s'estompe cette vision fausse du séparatisme.

Bernard Prongué. — Le POP a en effet été, dès la première heure, favorable au séparatisme jurassien. En revanche, ce ne sera que beaucoup plus tard que le communisme français prendra une attitude favorable à la régionalisation. Mais y est-il véritablement acquis? C'est un autre problème.

Charles Mertenat (président du PSJ de 1963 à 1972). — L'exposé de F. Kohler m'a rappelé bien des souvenirs, bien des moments difficiles également. Je ne souhaiterais pas revivre cette fameuse période. La présidence du PSJ, dans les années soixante, n'était pas une sinécure; personne d'ailleurs n'en voulait. Mon seul mérite aura été d'accepter cette charge. Il m'a fallu attendre neuf ans pour trouver un successeur. Chaque année, le congrès me réélisait par acclamations sur proposition du vice-président, Henri Huber!

Je me souviens de la première séance du comité directeur que j'ai présidée, en 1963. Le RJ avait écrit aux partis politiques afin qu'ils se concertent pour trouver une solution au problème jurassien. Je proposai de répondre à la lettre que mon prédécesseur avait laissée reposer dans les dossiers. Henri Huber avait alors protesté. Selon lui, on ne devait plus parler de la Question jurassienne au sein du parti, après l'échec des initiatives séparatistes de 1959 et de 1962. Puis il était parti en claquant la porte. Voilà l'atmosphère qui régnait à ce moment-là. Mais n'allez pas croire que, sous ma présidence, les socialistes n'ont passé leur temps qu'à se chamailler à propos de la Question jurassienne. Il existait une certaine camaraderie socialiste. Nous avions des objectifs socialistes à réaliser. Pour lancer les initiatives pour les trois semaines de vacances en 1968 et pour la révision de la loi fiscale en 1971, le congrès du PSJ fut (presque, réd.) unanime. Il est vrai que l'organisation de la cueillette des signatures fut plus difficile, à la suite de certaines résistances. En dehors du problème jurassien, les socialistes se retrouvaient unis pour mener la lutte socialiste dans le Jura. Il n'était pas question de scission. Il y avait plutôt une certaine opposition avec les camarades de l'ancien canton. Il faut aussi dire que certains députés socialistes antiséparatistes suivaient plus volontiers le PSB que le PSJ. Deux exemples:

En 1968, nous sommes allés à Thoune défendre l'initiative du PSJ pour les trois semaines de vacances devant le congrès cantonal. Nous avons

été contrés par l'écrasante majorité des socialistes bernois qui estimaient que ce problème relevait plutôt des syndicats que du parti. Bien que personne n'ait voté contre le lancement de l'initiative au congrès jurassien, il s'est trouvé à Thounes un député de Tramelan pour la combattre. La même chose s'est passée avec l'initiative fiscale, que la presque totalité des députés du PSJ n'ont pas soutenue.

En 1957, nous avons demandé une entrevue au groupe socialiste des Chambres fédérales pour lui exposer les raisons de l'opposition du PSJ à l'installation d'une place d'armes en Ajoie. On nous accorda un quart d'heure pour nous expliquer, car les conseillers nationaux socialistes étaient pressés d'aller fêter R. Bratschi, élu le matin à la présidence de la Chambre du peuple. Finalement Daniel Graf, René Godat et moi avons été entendus pendant une heure, puis chaleureusement applaudis. Nous sommes repartis convaincus que les socialistes allaient s'opposer au projet du Département militaire fédéral. Mais le lendemain, seuls trois d'entre eux votèrent contre la place d'armes de Bure.

Voilà, pendant notre présidence, nous avons essayé de faire un peu de socialisme, mais nous nous sommes souvent heurtés aux camarades de l'ancien canton. Je souhaite que l'étude de F. Kohler fasse un peu de bien au Jura, au parti socialiste.

Marcel Schwander (ancien député socialiste au Grand Conseil bernois et correspondant romand du *Tages Anzeiger*). — Le canton du Jura a été fait par des historiens et des poètes et le PSB n'est pas un parti de grands historiens et surtout pas un parti de poètes. D'où une certaine incompréhension.

En tant que journaliste au quotidien socialiste biennois, je m'étais un peu occupé du problème jurassien. En 1959, j'avais écrit que la création d'un canton du Jura ne constituerait pas une catastrophe. Mais le «goût» de la tension Berne — Jura, je l'ai eu seulement en arrivant comme député à l'Hôtel de Ville de Berne, dont Grimm fut le restaurateur en tant que Directeur cantonal des Travaux Publics. Grimm était à Zimmerwald avec Lénine et Trotski en 1915. Plus tard, Lénine est parti pour la Russie où il s'est assis sur le trône des tsars, Grimm lui est parti pour le Rathaus et s'est assis dans la chaise de Leurs Excellences. Il y a là un certain parallélisme. Le PSB est devenu le parti bernois, et peut-être un tout petit peu socialiste aussi. Voici quelques impressions de jeune député, pas très engagé dans la Question jurassienne, alors qu'en tant que Bernois, j'aurais dû l'être pour Berne.

En 1965, j'ai appris que Berne a «son propre Bon Dieu bernois» ! A l'occasion de la manifestation officielle du cent cinquantième anniversaire de l'Acte de Réunion, le professeur de théologie Guggisberg, considéré

comme libéral, fit cette prière du haut de la chaire de la collégiale de Berne : « Nous avons nos frontières cantonales depuis cent cinquante ans ; Seigneur, garde-les pour nous ! » Ça m'a ouvert les yeux. Avant, je croyais que le Bon Dieu ne s'occupait que des frontières nationales (France, Allemagne...). Mais là, j'ai compris qu'Il s'occupait même des frontières cantonales.

Dans un problème de minorité, situation de la population jurassienne (14-15% des habitants) à l'intérieur du canton de Berne, le mécanisme est toujours identique, même si la majorité se veut gentille ; la minorité est toujours en danger. Si une souris se promène avec un éléphant, c'est très rare que la première marche sur le second, mais le contraire est toujours possible, même avec la meilleure volonté.

Dans le PSB, on n'écoutait pas les séparatistes, on s'en méfiait. On s'informait d'une manière unilatérale auprès des pro-bernois. La doctrine du PSB dans les années soixante était celle qu'avait définie Reynold Tschäppät, président du parti et maire de Berne, lors d'un congrès cantonal : la lutte pour la démocratie et la lutte contre le séparatisme, c'est la même chose. Pour le PSB, le socialisme et le séparatisme étant incompatibles, l'un excluait l'autre. Dans l'attitude socialiste bernoise à l'égard du séparatisme, il y a trois points : l'ignorance, la peur, la haine.

Le PSB a une ambiance anti-intellectuelle. Celui qui posait des questions se rendait déjà suspect. Pour beaucoup de mes collègues, le séparatisme était quelque chose d'amoral ; c'était de la pornographie politique. Ils avaient l'impression de se salir en s'occupant de la Question jurassienne. Pour certains, le séparatisme c'était le Mal ; il fallait le combattre dans une sainte guerre froide. Pour les socialistes bernois, dont beaucoup étaient proches de la campagne, le séparatisme apparaissait comme un monstre, un « veau à deux têtes » dans la ferme bernoise. On en avait peur.

Les dirigeants du PSB donnaient du séparatisme une double image : celle du fascisme et celle du cléricalisme. Les chemises blanches du Béliet étaient assimilées aux chemises brunes des nazis ou aux chemises noires des fascistes ; l'idée de patrie jurassienne était identifiée avec la théorie hitlérienne de « Blut und Boden ». Les socialistes traduisaient « ethnique » par « völkisch », terme souvent employé par les nazis. Pour Erwin Schneider, les séparatistes étaient tous sous les soutanes de leurs curés ! Les socialistes bernois avaient ainsi l'impression de lutter contre une espèce d'obscurantisme. Mais en fait, j'avais l'impression que c'était le socialisme bernois sclérosé qui était devenu lui-même obscurantiste, car on n'osait plus poser de questions.

Je voudrais encore raconter deux anecdotes significatives. Le lendemain des incidents des Rangiers (30 août 1964), les députés socialistes

bernois étaient réunis avant la séance du Grand Conseil. L'un d'eux a proposé d'exclure Pierre Gassmann de la fraction, car il avait participé à la manifestation. Comme je savais qu'Armand Gobat était également présent à la Caquerelle ce jour-là, j'ai dit: «D'accord, à condition d'exclure les deux députés jurassiens.» On m'a répondu non, car Gobat, major à l'armée et antiséparatiste, n'avait pas eu de plaisir quand les manifestants avaient bousculé Moine et Chaudet, alors que Gassmann, lui, avait eu du plaisir. J'ai alors répondu: «Vous voulez exclure Gassmann parce qu'il a eu du plaisir, c'est un délit d'opinion.» En fait, ils cherchaient n'importe quel prétexte pour exclure les séparatistes, comme l'a aussi montré la suspension de Gassmann en novembre 1967 pour acte d'indiscipline.

Le PSB s'identifiait avec l'Etat bernois comme le Parti communiste de l'URSS s'identifiait — avec beaucoup plus de raisons — à l'Etat soviétique.

C'est l'école qui est la première responsable du manque d'information des Bernois sur le Jura. Dans les manuels scolaires officiels, ce dernier est ignoré, excepté quelques lignes pour signaler son rattachement à Berne. Le Jura entre dans l'histoire seulement en 1815 avec l'Acte de Réunion.

A ce propos, remarquez qu'à Berne aucun mouvement révolutionnaire ne s'est manifesté au moment de la Révolution française. C'est peut-être la raison pour laquelle tous les partis de l'ancien canton ont des difficultés à défendre les droits de l'homme. Le PSB n'a jamais pris ouvertement position en faveur de l'Algérie ou du Vietnam. Il est devenu un parti de notables, surtout à la recherche de places et de fonctions. C'est cela qui est important pour eux et non pas le changement de la société. La stratégie électorale est leur unique préoccupation.

Voilà quelques réflexions pas très gentilles sur un parti dont je suis toujours membre en tant que cotisant de la section Bienne-Madrêtsch!

Daniel Graf. — Une précision: le parti, c'est surtout les sections, pas forcément les partis cantonaux. J'ai eu peu de contacts avec le PSB. Le PSJ constituait une sous-fédération du parti cantonal, lequel n'est pratiquement jamais intervenu auprès du PSJ, qui a débattu en toute liberté, sans pression de Berne, des problèmes et de la politique à suivre. Ce que devenaient nos propositions à Berne, c'est autre chose!

Charles Mertenat. — Effectivement, le PSJ pouvait voter librement toute résolution qui lui plaisait. Mais le PSB n'en tenait pas compte. On ne peut pas dire qu'elles étaient mal reçues à Berne. On n'a jamais eu de réponse, même pas un accusé de réception. Pour le parti cantonal, le PSJ n'existait pas, sauf au moment des élections. La seule fois que le PSB a

réagi, ce fut pour contrer notre initiative pour une révision de la loi fiscale. A la décharge des Bernois, les socialistes jurassiens participaient peu aux congrès cantonaux bernois.

François Kobler. — Il n'y a pas eu au sein du PSB de minorité qui se soit opposée à la politique du parti dans la Question jurassienne, si l'on excepte quelques éléments marginaux comme Marcel Schwander ou les Jeunesses socialistes bernoises au début des années septante. Comment expliquer cela et, en particulier, la position antiséparatiste de Fritz Giovanoli, qui n'était ni Bernois ni dans l'aile droite du PSS ?

Marcel Schwander. — Si Giovanoli a pris position contre le séparatisme, c'est parce qu'il n'y avait pas d'alternative pour la direction du PSB: on était socialiste, donc contre le séparatisme. Au PSB, le comité ne discutait pas des problèmes au point de vue théorique. Toute l'activité du parti se résume à placer des gens, Jean au gouvernement, Fritz au parlement.

Jean-Pierre Widmer. — Les efforts pour concilier les tendances antagonistes au sein du PSJ afin de maintenir une cohésion, superficielle semble-t-il, procédaient-ils d'un souci purement électoral ou, plus profondément, de la crainte qu'une scission du parti socialiste ne porte préjudice à la classe ouvrière jurassienne ?

Autre question: la problématique régionaliste, qui émerge dans les années soixante, a-t-elle été discutée par le PSJ et a-t-elle eu un impact sur sa politique ?

Daniel Graf. — Dans les années cinquante et soixante, le régionalisme, tel que le conçoit Denis de Rougemont par exemple, n'était pas à la mode. C'est le séparatisme qui a contribué à le mettre à la mode chez nous. On était fédéraliste, mais c'était un fédéralisme suisse, assez sclérosé, qui s'arrêtait aux frontières des cantons. A l'époque, on ne s'est pas posé la question du régionalisme; mais qui la posait alors en Suisse ?

A propos du maintien de l'unité du PSJ, c'est seulement la Question jurassienne qui divisait les socialistes. Sur les autres thèmes (vacances, révision de la loi fiscale, etc.), les socialistes, autonomistes ou non, s'entendaient — peut-être pas du premier coup — pour lutter ensemble. D'où l'intérêt à garder un PSJ unifié en recherchant la conciliation dans les questions touchant au problème jurassien.

Par exemple, la prise de position à la veille de la votation du 5 juillet 1959, que l'on qualifie aujourd'hui d'ambiguë, était à mon sens la meilleure

solution. Les antiséparatistes préconisaient le rejet pur et simple. Je leur ai dit: « Non. Si vous n'êtes pas d'accord de dire de voter oui, il faut au moins accepter de nuancer la position du parti. » Après discussion, le comité directeur du PSJ est arrivé à ce compromis: premièrement, il se déclarait en principe opposé au plébiscite, parce que le RJ disposait d'un autre moyen, légal, de poser la question au peuple jurassien: l'initiative constitutionnelle; deuxièmement, il engageait les électeurs à s'exprimer sur le fond, car il était convaincu qu'il n'y aurait pas de seconde consultation. Dans ce cas, le PSJ avait demandé aux autonomistes de voter oui et aux antiséparatistes de voter non. Cette position nuancée ne coupait pas les ponts, ni avec les uns ni avec les autres. D'ailleurs, Roland Béguelin, venu me voir à Bienne quelques jours plus tard, m'a remercié. Il m'a dit: « Je sais que c'est grâce à vous que cette position nuancée a été prise. Moi, je pensais que, vu sa composition, le comité directeur du PSJ dirait de voter non. Puisque, étant donné les mots d'ordre d'autres partis, cela donnera un vote sur le fond, je suis heureux que PSJ n'ait pas émis un non catégorique. »

Charles Mertenat. — Si l'éclatement du PSJ n'est pas survenu avant 1974, c'est que les socialistes n'étaient divisés que par le problème jurassien. En dehors de cela, ils restaient des camarades socialistes qui pensaient qu'il eût été dommage de « ficher en l'air » le PSJ parce qu'ils ne pouvaient pas s'entendre sur la Question jurassienne. Peut-être souhaitions-nous inconsciemment conserver l'unité du Jura, c'est possible !

En ce qui concerne Fritz Giovanoli, il faut relever qu'il a toujours été en bons termes avec moi, bien qu'il connaissait mes sentiments séparatistes. Socialiste de gauche et l'un des promoteurs de l'initiative contre l'armement atomique de la Suisse en 1958, il n'a pourtant jamais compris le problème jurassien. A ce sujet, je me suis pris de bec une fois avec lui, puis nous avons fait la paix. Il m'a conseillé d'être un peu modéré, ce que j'ai fait, je crois. On ne pouvait pas être fonctionnaire de l'Etat de Berne et aller manifester aux Rangiers ! Ce que certains me reprochent aujourd'hui ! Giovanoli voyait le problème jurassien sous l'angle clérical. « Dans ton canton du Jura, qui va payer les curés ? » m'a-t-il lancé un jour. J'ai toujours eu de l'estime pour Fritz Giovanoli.

Bernard Prongué. — Dans vos écrits, Monsieur Schwander, ne liez-vous pas trop la Question jurassienne aux antécédents révolutionnaires du socialisme jurassien ?

D'autre part, M. Rennwald, dans son mémoire de licence (*Combat jurassien. Aliénation ethnique et nouvelle culture politique*), constate que le peuple jurassien vote de plus en plus à gauche sous l'influence du sépara-

tisme. En fait, c'est seulement du Jura-Nord qu'il s'agit. Depuis l'introduction du referendum, le Jura-Sud a toujours largement voté à gauche, en particulier sous l'influence du socialisme. On peut alors se demander si c'est sous l'influence du séparatisme ou du socialisme que le Jura-Nord, autrefois conservateur, vote aujourd'hui à gauche.

Marcel Schwander. — L'historien pro-bernois Adolf Gasser affirme dans *150 Jahre Berner Jura = Jura bernois 1815-1965* que le Jura-Nord, obscurantiste, ultramontain, est devenu «révolutionnaire» parce qu'il y a eu répression bernoise contre la religion catholique, au temps des luttes confessionnelles du XIX^e siècle. Peut-être est-ce parce que la répression bernoise l'a contraint à défendre les droits de l'homme que le Jura-Nord est devenu «révolutionnaire»? Je me pose la question.

Charles Mertenat. — Pourquoi l'électorat du Jura-Nord adopte-t-il des positions de gauche? Dans les Franches-Montagnes, qui n'est pas traditionnellement une terre réceptive au socialisme, l'initiative antiatomique a été massivement acceptée en 1962. Ce n'est pas parce qu'elle émanait de milieux de gauche, mais, probablement, parce que les Jurassiens — du fait qu'ils se sentaient une minorité opprimée — cherchaient à s'affirmer en s'opposant. Une telle attitude se serait-elle manifestée si le Jura avait formé un canton? Dans vingt ans, ce réflexe antimilitariste existera-t-il encore, lorsque les institutions cantonales jurassiennes auront été mises en place? Je crains que l'on ne retourne avec le temps à un amour du militaire qui n'existe plus actuellement. La question est posée.

Marc Vuilleumier. — M. Schwander a dit que les socialistes bernois s'identifiaient à l'Etat de Berne. Ne pourrait-on pas creuser un peu ce problème? Ils s'identifiaient à l'Etat de Berne, au régime, mais aussi à une certaine conception de la Suisse. Ne pourrait-on pas tracer un parallèle entre l'attitude du PSB face au phénomène séparatiste et le repli de la Suisse allemande sur elle-même au lendemain de la guerre ainsi que la crispation anticomuniste du temps de la guerre froide? Le refus de l'autonomie du Jura ne serait-il pas un phénomène de rejet du même type? Le séparatisme a été aussi assimilé au communisme.

Marcel Schwander. — Le cas jurassien représente un peu le paroxysme de l'opposition entre Suisse romande et Suisse allemande. Cette dernière a une tout autre optique de l'histoire. Pendant la Première Guerre mondiale, il y eut le fameux fossé entre ces deux entités, l'une soutenant les pays de l'Entente, l'autre regardant du côté de l'Allemagne du Kaiser. On

commençait à parler le bon allemand dans les bonnes familles. La défaite allemande en 1918 a signifié l'échec du « Hochdeutsch » en Suisse allemande. Dans les années trente, elle s'est opposée à l'Allemagne nazie et, en réaction, s'est accrochée au dialecte. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, Romands et Alémaniques se sont retrouvés unis contre l'Allemagne hitlérienne. Cette situation a amené la Suisse allemande à déplorer — par un faux syllogisme, puisque la France n'a jamais menacé de l'annexer — que la Suisse romande ne prenne pas suffisamment ses distances vis-à-vis de celle-là. Les Alémaniques ne comprennent pas que les Romands n'aient pas pratiqué envers la France la politique de hérisson qu'ils ont dû adopter vis-à-vis de l'Allemagne.

Les Suisses romands ne veulent pas être Français. Mais, au point de vue littéraire et culturel, il y a une osmose. En revanche, on ne trouve pas en Suisse romande la peur et la haine contre la France qu'on retrouve aujourd'hui encore en Suisse allemande à l'égard de la grande voisine du Nord. Pour la Confédération helvétique, la Suisse française constitue une fenêtre ouverte sur l'extérieur, sur le Tiers-Monde, à cause de l'universalité de la langue française.

Jean-Marie Miserez. — Il a été surtout question de l'attitude des instances dirigeantes du PSJ. Quelle était la situation au niveau de la base ? On a l'impression que le problème séparatiste a peu été discuté dans les sections.

Charles Mertenat. — Le problème était présent, mais on évitait d'en parler dans les assemblées de sections. A ce propos, je me souviens d'une anecdote significative. Lors de la campagne pour les élections fédérales de 1955, j'étais allé faire une conférence de propagande à Cornol où existait alors une section du parti. Pendant deux heures, j'avais parlé des problèmes socialistes devant une trentaine de personnes. Après la réunion, les socialistes de l'endroit avaient débattu longuement au restaurant pour savoir s'ils voteraient pour Pierre Billieux (séparatiste) ou Simon Kohler (non séparatiste), deux candidats ajoulots de la liste libérale-radicale !

François Kohler. — A ma connaissance, il n'y eut qu'une seule tentative sérieuse de faire discuter le problème jurassien par les sections. En 1973, le comité central du PSJ a envoyé à toutes les sections un questionnaire relatif au projet de statut du Jura élaboré par le gouvernement bernois. La plupart des sections refusèrent d'entrer en matière, sous divers prétextes. Plusieurs invoquèrent le danger d'une scission, au cas où elles auraient porté le problème jurassien à l'ordre du jour d'une assemblée. De 1947 à 1974, à

tous les échelons du PSJ, on retrouve cette peur d'aborder franchement la Question jurassienne.

Daniel Graf. — En réalité, le problème jurassien a surtout été débattu en dehors des partis. Les sections socialistes — peut-être plus par peur que par sagesse — ont rayé ce problème de l'ordre du jour de leurs assemblées. Etant donné les positions arrêtées des uns et des autres, nous étions d'avis que les discussions à ce sujet ne pouvaient rien changer, sinon encore accentuer les antagonismes.

Marcel Jacquat. — On a parlé de la position des notables libéraux au début de la Question jurassienne et de celle des notables du PSB. Quelle a été l'attitude des « notabilités » qui représentaient le PSJ, de 1947 à 1974 ?

François Kohler. — Jusqu'en 1963, les dirigeants du PSJ, à quelques exceptions près, se rangent dans le camp antiséparatiste. A partir de cette date, l'attitude du cercle dirigeant, renouvelé à la suite de modifications survenues dans la composition géographique et sociologique du parti, est plus nuancée.

Bernard Burkhard. — On ne peut pas qualifier le PSB de parti de notables. C'est un grand parti d'ouvriers et de petits fonctionnaires (cheminots, etc.), avec une forte imprégnation syndicale du fait de la présence des sièges centraux de l'USS et de ses grandes fédérations dans la Ville fédérale. Dans le Jura également, le poids des syndicats n'est pas négligeable, en particulier celui de la FTMH. Les effectifs syndicaux dépassent largement ceux du parti socialiste. Cette emprise syndicale doit être prise en compte. Elle s'exerçait également au niveau idéologique ; l'idée que les travailleurs devaient abattre les frontières entre eux et non pas en créer de nouvelles était très ancrée chez les ouvriers jurassiens syndiqués.

D'autre part, l'exemple de la section de Delémont montre qu'au départ la gauche socialiste n'était pas autonomiste. L'évolution du PS Delémont s'explique par l'arrivée de militants provenant du secteur tertiaire et d'une gauche catholique en évolution.

Pierre Gassmann. — J'aimerais que le président donne la parole à Marc Vuilleumier, car il me semble que l'on descend dans le débat.

Marc Vuilleumier (collaborateur scientifique à l'Université de Genève et spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse). — Contrairement à M. Gassmann, je ne trouve pas que le niveau de la discussion baisse.

Jusqu'ici, elle a été fort intéressante; des problèmes essentiels ont été mis au jour, notamment ceux qui touchent aux mentalités et à leur évolution.

Je commencerai par une remarque au sujet de l'exposé de B. Prongué sur le régionalisme et les partis politiques. Il faut se montrer défiant vis-à-vis de l'historiographie française dans la question des régionalismes. A cause de ses tendances centralisatrices, elle a généralement sous-estimé les courants revendiquant l'autonomie locale ou régionale au XIX^e siècle. Or, au lendemain de la Révolution de 1848, sous la II^e République, on trouve dans la province des démocrates-socialistes qui prennent une attitude de plus en plus critique à l'égard du centralisme parisien. Ils revendiquent l'auto-administration des communes et même le contrôle des moyens de production. Ces tendances socialistes décentralisatrices ont été passées sous silence par les historiens, à l'exception de quelques-uns, tel Georges Duveau. La théorisation de ces expériences politiques se retrouve dans les doctrines de Proudhon. Sous le Second Empire, les tendances autonomistes survivent dans l'émigration républicaine, souterrainement. Elles refont surface au lendemain du 4 septembre 1870 avec la création de fédérations républicaines en province, comme la Fédération du Midi. Elles culminent dans les mouvements communalistes en 1871. Vers 1880, parmi les fondateurs du Parti ouvrier français à Marseille, on trouve des partisans de l'autonomie régionale, comme J. Lombard et Clovis Hugues. L'organisation du parti, décentralisée, est «conforme au vif fédéralisme de nombreuses provinces et aux traditions communalistes dont les ligues régionales ont en 1871 prouvé la vitalité», selon Madeleine Rebérioux. Certains socialistes prônèrent même la création d'une Fédération latine (Catalogne, Midi de la France, Italie). Il existait donc une tradition régionaliste, anticentralisatrice, authentiquement de gauche en France, qui est antérieure au régionalisme réactionnaire évoqué par B. Prongué.

Si les thèses anti-étatistes et communalistes ont rencontré un certain écho parmi les adhérents jurassiens de la Première Internationale, c'est en raison de la situation particulière du Jura par rapport à Berne, tant au point de vue socio-économique que culturel. De ce fait, les revendications les plus progressistes des radicaux de l'époque — la démocratie directe et l'impôt progressif sur le revenu — jouaient au détriment des Jurassiens. Elles furent légitimement repoussées par l'opinion publique jurassienne qui y voyait une atteinte à ses particularismes. Cette situation mettait le mouvement ouvrier de l'époque dans une position ambiguë. Ce qui peut expliquer le refus de la Fédération jurassienne de l'Internationale de soutenir les revendications progressistes des radicaux.

J'en arrive à l'époque contemporaine, à l'exposé de François Kohler. Une question me paraît fondamentale: quelles sont les raisons de l'opposi-

tion d'une grande partie du mouvement ouvrier au séparatisme ? Comment expliquer les réticences, voire l'hostilité des milieux socialistes et syndicaux ? Des éléments de réponse ont déjà été apportés. Dans son livre, F. Kohler relève l'attitude paradoxale de Lucien de Dardel, directeur de *La Sentinelle*, qui est un adversaire du séparatisme jurassien, alors qu'il défend les thèses anticolonialistes dans le quotidien socialiste. A l'inverse, Roland Béguelin, séparatiste, prend fait et cause pour le colonialisme français en Algérie. Cet exemple montre la complexité du problème jurassien. Quant à l'attitude globalement négative des socialistes bernois, que l'on peut rapprocher de l'attitude générale de la Suisse allemande à l'égard du phénomène séparatiste, qui remet en cause les structures de la Suisse, elle mériterait d'être étudiée d'une manière plus approfondie.

En ce qui concerne l'aspect idéologique, il y a d'abord le problème plus général du marxisme vis-à-vis de la question nationale et du régionalisme. Problème extrêmement complexe, parce que l'attitude de Marx et de Engels a évolué entre 1848 et 1895 et que les questions posées par le colonialisme, la Révolution russe et les luttes anticolonialistes ont contribué à de nouveaux développements de la théorie. Mais, en Suisse, depuis la guerre, si le marxisme survit peut-être dans la conscience de vieux militants socialistes, il ne joue plus un rôle déterminant dans la vie du parti socialiste. Au sein du PSS, il subsiste un ensemble d'idées, de réflexes, mais la discussion théorique n'entre plus en ligne de compte. Les arguments doctrinaux encore utilisés restent très abstraits.

Dans cet aspect idéologique, il faut surtout tenir compte d'un problème : celui de la permanence des mentalités. Les gens réagissent souvent en fonction de mentalités nées dans des circonstances très différentes des réalités auxquelles ils se trouvent confrontés. Les structures économiques et sociales changent plus vite que les attitudes. Cela explique la fidélité des électeurs aux partis traditionnels et les difficultés des nouveaux partis à s'implanter. Dans la Question jurassienne, ce phénomène se manifeste notamment dans l'attitude socialiste qui assimile le séparatisme au catholicisme, au catholicisme du Syllabus même. Les socialistes ont eu du mal et ont encore beaucoup de peine à tenir compte de l'évolution du catholicisme, de son «aggiornamento» à partir des années soixante. Dans la mesure où il a tendu à former une espèce de contre-société, le monde socialiste a présenté une certaine résistance à cette prise de conscience de réalités nouvelles.

Pierre Gassmann (président du PS du canton du Jura). — Je constate qu'il est tout aussi difficile d'écrire l'histoire que de la vivre. Il est d'autant plus difficile de s'attaquer à un sujet d'histoire contemporaine comme l'a fait F. Kohler. Je m'étonne que B. Prongué, dans son exposé, ait présenté

séparément l'attitude des partis chrétien-social et libéral-radical, puis — dans un raccourci saisissant — ait expliqué ensemble l'attitude des partis socialiste et paysan. B. Burkhard n'emprunte-t-il pas également un raccourci saisissant, lorsqu'il affirme que seul le POP aurait réfléchi au problème dans les années 1947-1950. Comme le PS, le POP sait aussi adopter des attitudes opportunistes !

On s'interroge sur l'attitude du PS face à la revendication régionaliste portée par le RJ. On pourrait également examiner la cohérence doctrinale du RJ par rapport à la revendication régionaliste. On pourrait se demander si le RJ n'a pas eu une attitude purement localisée, ponctuelle, strictement limitée au problème jurassien, et non pas une position générale de défense du régionalisme. A cet égard, je rappellerai ses prises de position face aux problèmes de l'Algérie et du Congo. Nous, socialistes séparatistes, étions intervenus auprès du RJ pour dire que ce que nous demandions pour le peuple jurassien, il nous intéressait aussi que les Algériens et les Africains l'obtiennent.

Il ne faudrait pas que le présent colloque se transforme en procès du PSJ. Malgré tout, son attitude ambiguë dans la Question jurassienne était justifiée par la nécessité d'éviter une rupture entre socialistes, car sur les autres problèmes liés au socialisme, nous étions d'accord. D'autre part, il serait intéressant d'examiner comment les autres partis jurassiens ont mené la réflexion politique : pas plus que nous socialistes, ils n'ont étudié le phénomène d'une façon théorique très approfondie.

Bernard Prongué. — Pourquoi ai-je mis le PSB et le PAB dans le même sac face à la Question jurassienne en 1947/48 ? Parce que les deux grands partis gouvernementaux se retrouvaient pour défendre l'Etat en priorité. D'ailleurs, la chose était perçue ainsi par *Le Démocrate* (22.11.1948) qui dénonçait alors le dirigisme de la coalition verte et rouge.

Le but des organisateurs n'est pas de faire le procès du PSJ. Au contraire, ce dernier sort grandi de ce colloque, dans la mesure où son apport au séparatisme a été ainsi mis en évidence.

Mireille Vallette. — Est-ce que les membres autonomistes du PSJ ont posé des problèmes politiques au sein du RJ ou bien ont-ils estimé que ceux-ci se discutaient au parti et que la Question jurassienne était autre chose ?

François Kohler. — Je n'ai pas examiné l'attitude des socialistes au sein du mouvement séparatiste. C'est une étude qui mériterait d'être entreprise. Pierre Gassmann a évoqué une démarche effectuée par les socialistes auprès de la direction du RJ.

Sylvain Affolter. — Je représente ici le Parti socialiste autonome du Jura-Sud. Toutes les personnes ont laissé entendre que si le PSJ avait pu maintenir son unité jusqu'en 1974, c'est parce qu'il n'y avait pas d'écart idéologique, de divergences fondamentales sur la doctrine entre socialistes jurassiens. Je réfute cette thèse. Comment expliquez-vous alors la création du PSA, qui n'est pas seulement un parti séparatiste ? Comment expliquez-vous les graves dissensions surgies entre socialistes biennois et la démission récente d'Arthur Villard ?

François Kohler. — La création du PSA est un problème qui sort du cadre chronologique de ce colloque. Il mériterait certes attention. Mais je constate que jusqu'en 1974, les militants qui forment aujourd'hui le PSA ne se sont pas manifestés ouvertement à l'intérieur du PSJ.